

*Initiatives ministérielles***INITIATIVES MINISTÉRIELLES**

[Traduction]

LA CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION**LE SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT ET DES CHEFS DE GOUVERNEMENT**

L'hon. Pierre Blais (pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures) propose:

Qu'en prévision de l'imminent Sommet des chefs d'État et chefs de gouvernement des pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui aura lieu à Paris le 19 novembre 1990, la Chambre réitère son appui à la CSCE, cet éminent lieu de rencontre paneuropéen et trans-océanique au sein duquel un nouveau cadre de co-opération en matière de sécurité pourrait être instauré, grâce au maintien et au perfectionnement de son approche holistique dans les domaines de la sécurité, de la politique, de l'économie, de l'environnement et des questions humanitaires, et renforcé par l'expansion de la structure et des mécanismes de la CSCE, notamment la création d'une assemblée parlementaire de la CSCE.

Le président suppléant (M. Paproski): Conformément à l'ordre adopté le mercredi 7 novembre, le débat pourra continuer jusqu'à 14 heures, sans interruption.

M. Patrick Boyer (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le débat actuel fournit à la Chambre une autre occasion d'étudier la politique extérieure du Canada.

En proposant cette résolution, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous a donné une importante occasion parce que la politique extérieure n'est pas un luxe dans notre pays. Elle offre aux Canadiens un moyen essentiel de se définir et de déterminer leur avenir.

En prévision de l'imminente rencontre du 19 novembre à Paris dont vous venez de parler, il est important que les députés aient l'occasion de discuter des changements qui surviennent en Europe, étant donné la fin de la guerre froide, et de l'émergence de nouveaux alignements et de nouvelles possibilités dans cette région.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déjà parlé de l'opinion du Canada sur la CSCE, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, dans une importante déclaration sur la politique du gouvernement qu'il a faite le 26 mai 1990 au collège Humber dans la

circonscription d'Etobicoke—Lakeshore et qui est connue depuis sous le nom de déclaration de Lakeshore.

Je suis sûr que beaucoup de députés s'inspireront de cette déclaration dans le débat de ce matin.

Tout comme l'histoire de l'Amérique du Nord aurait été complètement différente sans l'Europe, comme n'importe quel autochtone du Canada nous le dirait, l'histoire de l'Europe n'aurait pas été du tout la même sans l'Amérique du Nord. C'est ici que les Européens sont venus pour échapper à la persécution religieuse, à la famine, à la faim et aux conflits politiques et pour se donner une nouvelle patrie et améliorer leur sort.

Quand nous étions des colonies, c'est d'ici que de grandes quantités de richesses et de ressources ont été expédiées en Europe, ce qui a permis aux pays d'Europe d'édifier leur prospérité et leur puissance.

Au XX^e siècle, des Canadiens et des Canadiennes portant l'uniforme canadien et utilisant les ressources de notre pays comme un arsenal pour protéger la démocratie ont prouvé plus d'une fois que l'histoire du Canada et l'histoire de l'Europe sont inextricablement liées.

Le débat de ce matin se tenant à l'approche du jour du Souvenir au Canada, beaucoup d'entre nous portent le coquelicot symbolique pour rappeler les milliers de Canadiens qui ont donné leur vie ou qui sont revenus ici avec des blessures qui les feront souffrir toute leur vie parce qu'ils ont participé comme Canadiens à des guerres d'origine européenne. Par conséquent, ce qui se passe en Europe ne nous est pas étranger.

Nous voulons la paix et la sécurité en Europe, car l'histoire nous apprend que la paix et la sécurité dont nous pouvons jouir ici en dépendent. Nous voulons la paix et la sécurité en Europe, parce que nos dépenses militaires ne sont plus nécessaires pour contrer une menace qui pourrait peser sur l'Amérique du Nord, mais à cause de l'instabilité ou de la menace d'un conflit ailleurs.

Ce concept de l'Europe outre-Atlantique est peut-être plus important pour nous, Canadiens, que pour les Américains, simplement parce que nous avons constamment besoin, à titre de pays peu important mais très actif sur la scène internationale, de maintenir l'équilibre.

Je vois notre pays dans une étape de transition, entre le modèle, les institutions et les idées d'un État du XIX^e siècle et un pays international du XXI^e siècle. Certainement, un aspect du rôle d'un pays international est sa